

# Recherches thématiques sur la citoyenneté :

## L'écocitoyenneté et l'émancipation citoyenne



Par François Vanier,  
Candidat à la maîtrise en urbanisme,  
Faculté de l'aménagement,  
Université de Montréal

03/2021

Travail de recherche effectué dans le cadre du projet Louvain Est,  
À l'intention de Solidarité Ahuntsic et de la Direction de l'urbanisme de la Ville de Montréal,  
En collaboration avec Éline Gauthier et Laurent Gauthier.

## **Avant-propos**

Ce document propose un travail de recherche double sur la citoyenneté, soit sur l'écocitoyenneté et l'émancipation citoyenne, afin d'alimenter le programme d'urbanisme transitoire de la Direction du service d'urbanisme à la Ville de Montréal et, plus spécifiquement, le projet Louvain Est. La forme choisie est celle de fiches thématiques accompagnées de quelques pistes de réflexion plus générales. Les bibliographies sélectives pourront orienter le lecteur vers certaines problématiques en lien avec les thèmes. Les contenus recensés permettent de brosser un portrait assez large de la citoyenneté, et de constater à quel point le concept possède de nombreuses ramifications, que nous ne pouvons malheureusement qu'effleurer ici. Notre approche est principalement théorique, bien qu'elle aborde plusieurs pratiques telles que le budget participatif ou la consommation responsable. S'il peut servir à éclaircir des enjeux ou à inspirer des engagements, il aura atteint son objectif.

# L'écocitoyenneté

« Chacun a beaucoup plus de moyens et de ressources qu'il ne le pense pour changer les choses »

(Arpin-Simonetti, 2016 : 16)

## Contenu

- Introduction
- La citoyenneté
- Un changement de paradigme
- L'écocitoyenneté
- Profils des écocitoyens
- L'éducation à l'écocitoyenneté
- Un contexte de planification favorable
- Des initiatives locales
- Des gestes individuels
- L'écocitoyenneté et l'urbanisme transitoire
- Quelques pistes de réflexion
- Synthèse
- Annexe
- Bibliographie

## Introduction

Les sociétés démocratiques contemporaines cherchent de plus en plus à favoriser la montée en compétences des citoyens en les éduquant, en les informant, et en leur offrant des occasions de participer dans différentes instances publiques. Ces stratégies peuvent contribuer à réduire le déficit démocratique et à répondre aux revendications citoyennes qui se font plus nombreuses.

Dans le contexte de la crise climatique et des préoccupations grandissantes pour l'environnement, l'écocitoyenneté constitue une option qui gagne en popularité. Mais de quoi s'agit-il ? Ce travail offre une synthèse de plusieurs dimensions et enjeux qui permettent de cerner la notion d'écocitoyenneté, avant de proposer quelques pistes de réflexion générales. Mais commençons d'abord par définir les contours de la citoyenneté.

## La citoyenneté

Voyant le jour dans les cités-États de la Grèce Antique, la citoyenneté est d'abord inséparable de la cité, elle-même relevant de la communauté politique. Le citoyen, propriétaire foncier membre du tribunal et

de l'assemblée, est celui qui a la capacité de gouverner et d'être gouverné (Mossé, 1979). Sont cependant exclus de la citoyenneté les femmes, les esclaves et les étrangers (Ibid.). La citoyenneté moderne apparaît dans le contexte des États-nations au XVII<sup>e</sup> siècle, occupant une place de choix dans la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* de 1789 (Lochak, 1991; Dean, 2001; Neveu, 2004). Directement associée à la nationalité, le concept comprend une dimension affective en s'appuyant sur un sentiment « d'appartenance à une communauté de destin qui lie présent, passé et avenir » (Audigier, 2007). Comme l'écrit Lochak : « Seuls les nationaux détiennent une parcelle de souveraineté nationale » (Lochak, 1991 : 180). La citoyenneté confère des droits et impose des obligations à tous les membres d'une même communauté politique, sur le modèle universel des droits de l'homme auxquels les droits particuliers se réfèrent (Audigier, 2007). Selon Dean (2001), celle-ci comprend des droits civils (libertés civiles et protection légale), des droits politiques (participation démocratique, droit vote), et des droits sociaux (services de base). Pour Neveu, la citoyenneté ne constitue pas une identité ordinaire, mais plutôt une identité transcendante susceptible de libérer l'individu de ses appartenances diverses (ethniques, linguistiques, socioéconomiques, etc.) (Neveu, 2004). Les formes participatives récentes de la démocratie permettent d'expérimenter des modèles de citoyenneté ancrés dans des échelles plus locales du territoire, comme la ville ou le quartier (Ibid.).

### **Un changement de paradigme**

Plusieurs phénomènes de la fin du XX<sup>e</sup> siècle viennent bouleverser ce modèle juridique et politique de la citoyenneté. Le caractère transnational des enjeux environnementaux, la mondialisation, le néolibéralisme et les phénomènes migratoires participent à renouveler le concept (Gabrielson, 2008). Le terme écocitoyenneté apparaît nominalement dans les années 70, mais la popularité du concept prend son envol lors du Sommet de la Terre organisé par les Nations Unies à Rio de Janeiro en 1992 (Bérubé, 2010). Au Québec, les luttes écologistes mobilisant les citoyens contre l'exploitation des gaz de schiste dans la vallée du Saint-Laurent, les mines d'amiante, la centrale thermique du Suroît à Bécancour ou encore la porciculture industrielle, constituent pour plusieurs un réveil à la situation critique de l'environnement (Arpin-Simonetti, 2016; Sauvé, 2016). Ces luttes s'inscrivent souvent dans un rapport intime et identitaire avec le territoire, tel que vécu notamment par les Premières Nations (Arpin-Simonetti (2016). Cette prise de conscience de l'importance de l'environnement amène certains à vouloir transformer les institutions pour mettre de l'avant une conception « écologique, inclusive et participative de la cité et de la citoyenneté » (Arpin-Simonetti (2016). Le concept d'écocitoyenneté impliquerait une remise en question des modèles libéral et républicain de la citoyenneté, au profit d'une approche cosmopolite (Seyfang, 2004; Gabrielson, 2008).

### **L'écocitoyenneté**

Le néologisme « écocitoyenneté » est un mot-valise réunissant le terme grec « oikos », qui signifie maison ou habitat en référence à la communauté du vivant, et « citoyenneté » (Sauvé, 2016; Naoufal, 2016). Bien qu'il existe une multitude de conceptions parfois contradictoires de l'écocitoyenneté, celle-ci s'appuie sur une mise en relation globale de la société et de l'environnement (Séguin, De Conninck et Tremblay, 2005). Selon Claeys-Mekdade, l'écocitoyen serait un citoyen « qui intègre dans la conception de l'intérêt général les êtres non humains » (Claeys-Mekdade, 2001 : 219). Contrairement au concept traditionnel de citoyen, celui-ci n'appartient pas à un État-Nation mais plutôt à « l'écosystème terre ». L'influence de l'environnementalisme et de l'écologisme sur la notion de citoyenneté se fait sentir sur les droits des citoyens, la portée de la citoyenneté et la responsabilité des citoyens (Dean, 2001). Aux

droits civils, politiques et sociaux, Dean (2001) suggère d'ajouter les droits environnementaux, notamment la protection contre la dégradation de l'environnement et la pollution. Plus qu'une posture éthique ou politique, l'écocitoyenneté impliquerait un processus de construction identitaire d'abord fondé sur le territoire (Naoufal, 2016). Elle aurait toutefois une portée tant locale que planétaire, prenant des formes à la fois individuelles que collectives (Séguin, De Conninck et Tremblay, 2005).

## **Profils des écocitoyens**

Bien que tout le monde puisse théoriquement être un écocitoyen, certaines personnes sont plus susceptibles de l'être. Pour Bérubé (2010), celles-ci partagent certaines caractéristiques socioéconomiques (femmes de 25 ans, femmes dans la trentaine sans enfants, personnes entre 40 et 50 ans avec des enfants, catégories socioprofessionnelles supérieures), des valeurs (intérêt pour le bien-être de la communauté ou de la société, santé et préservation de la nature, valeurs éthiques et non matérialistes), ainsi que des traits de personnalité communs (engagement, leadership). Naoufal (2016) distingue quant à elle trois principales typologies d'écocitoyens :

« (...) l'écocitoyen qui participe et s'implique dans sa communauté, dans les affaires publiques et des projets collectifs; l'écocitoyen critique porte une grande attention aux causes profondes des problèmes sociaux et environnementaux; et l'écocitoyen à la fois critique et participant, le moins fréquent, s'investit dans sa communauté, tout en déconstruisant les causes qu'il s'efforce de résoudre. » (Naoufal, 2016)

On peut ajouter une autre catégorie d'écocitoyens, possiblement la plus large, celle des gens préoccupés par l'environnement et souhaitant poser des gestes au quotidien, mais sans nécessairement s'intégrer à des collectifs ou questionner les fondements du système actuel.

## **L'éducation à l'écocitoyenneté**

Une grande partie de l'écocitoyenneté repose sur l'éducation. L'éducation à la citoyenneté, d'abord, consiste en une éducation à l'égalité basée sur la théorie du droit naturel et l'égalité des chances (Galichet, 2002). Celle-ci peut être minimale et porter sur les droits et libertés fondamentales, ou être plus exigeante et concerner les responsabilités mutuelles des citoyens (Ibid.). Cette dernière, pour l'auteur, est de nature essentiellement pédagogique avant d'être politique et juridique, et vise à transformer l'autre par la discussion et le persuader de sa vision. L'éducation à la citoyenneté est parfois inscrite comme discipline dans le cursus scolaire, comme en France, ou prend une forme pluridisciplinaire (Audigier, 2007). Elle a pour objectif de préparer les jeunes à la participation aux affaires publiques et permettre une prise de décision éclairée (Ibid.).

De nombreuses recherches et initiatives sur l'écocitoyenneté mettent de l'avant l'importance de l'éducation relative à l'environnement (ERE) et de la formation à l'égard de l'écocitoyenneté (Naoufal, 2016). La stratégie québécoise d'éducation en matière d'environnement et d'écocitoyenneté vise l'intégration aux curriculums scolaires et aux pratiques éducatives formelles (Centr'ERE, 2018). L'éducation cible d'abord les jeunes, et prend la forme initiale d'un contact sensoriel non médiatisé par les connaissances sur la nature (Jacqué, 2003). Pour le Centr'ERE (2018) : « il importe d'inviter les enfants, les jeunes — comme nous tous d'ailleurs — à développer un sentiment d'attachement à la nature et d'appartenance à la communauté de vie, à consolider un ancrage dans le milieu, dans le territoire » (Centr'ERE, 2018 : 18).

Au Québec, plusieurs thèmes du cours d'Éthique et culture religieuse (ECR) portent sur les dimensions de la citoyenneté, notamment la participation démocratique, la citoyenneté numérique et l'écocitoyenneté. Les grands thèmes de l'écocitoyenneté qui sont abordés dans le cours d'ECR sont :

- les enjeux internationaux et planétaires en matière de changements climatiques;
- les impacts de son comportement sur l'environnement;
- les moyens qui existent et qui sont à la disposition des individus et des collectivités pour aider à la préservation de l'environnement;
- les gestes écoresponsables à sa portée (Bouchard et co., 2020);

Bouchard et collègues défendent une citoyenneté engagée par la pratique de la philosophie pour enfants et adolescents (PPEA) en les amenant à « penser par et pour eux-mêmes avec et grâce aux autres » (Ibid. : 4). Pour ce faire, la compétence dialogique doit constituer l'une des pierres angulaires du programme, puisqu'elle permet l'échange, la bienveillance, l'écoute et l'ouverture face à la diversité.

L'éducation environnementale se pratique également dans les Établissements Brundtland (EVB-CSQ), dont la mission est de former des jeunes écocitoyens en s'appuyant sur les 7 R, soit la réduction, la réutilisation, le recyclage, la réévaluation (du système de valeurs), la restructuration (du système économique), la redistribution et le respect (de soi et des autres) (Robitaille, 2016). Cette approche est également basée sur l'idée qu'un environnement sain va de pair avec des valeurs sociales telles que le partage, la coopération, l'équité, la solidarité, le respect, la paix et les droits de la personne (Ibid.). Pour le Centr'ERE (2018), l'éducation devrait favoriser le débat démocratique sur les « communs » à préserver et à partager.

En plus d'être formelle, l'éducation passe aussi par une variété de contextes non académiques tels les mouvements citoyens, les institutions culturelles et la famille (Naoufal, 2016). Les initiatives informelles devraient être encouragées et les synergies développées entre le milieu éducatif, l'appareil gouvernemental et le secteur public (Centr'ERE, 2018). Dans cette perspective, Liboiron et co. (2008) présentent la Biosphère comme un musée écocitoyen dont le mandat est de susciter l'action environnementale du citoyen, particulièrement des jeunes. Le cadre théorique mobilisé est celui de la littératie environnementale et se base sur trois niveaux d'apprentissage : la sensibilisation, les gestes individuels et la littératie environnementale plus complète.

Pour Sauvé (2016), la meilleure école est celle de la mobilisation citoyenne, qui permet de développer une identité territoriale et politique et de coconstruire une éthique du commun. On peut également observer l'émergence de nouveaux militants dans les milieux associatifs, soit les éducateurs de l'environnement formés dans les sciences de la vie et en écologie appliquée (Jacqué, 2003). Les actions éducatives qu'ils mènent visent la formation d'un « être nouveau », d'un « nouveau type de citoyen ». Moins radicalement, l'ERE vise à développer la dimension écologique de notre identité personnelle et collective (Centr'ERE, 2018).

Pour que les apprenants du XXI<sup>e</sup> siècle puissent fleurir dans le contexte contemporain incertain, complexe et difficile et puissent devenir des citoyens du monde, de nouvelles compétences sont nécessaires (Scott, 2015). En particulier, la pensée critique, l'aptitude à communiquer, à innover et à résoudre des problèmes par la négociation et la collaboration doivent être enseignés. Le modèle de la transmission basé sur les cours magistraux ne parvient pas à engager les étudiants (Ibid.). La complexité

des enjeux environnementaux demande une approche participative capable de mobiliser des savoirs multiples (Séguin, De Conninck et Tremblay, 2005).

### **Le contexte de planification municipale**

La montée de l'écocitoyenneté s'inscrit dans un contexte de planification montréalais favorable. En effet, le Plan stratégique Montréal 2030 s'appuie sur quatre orientations principales, dont l'une est l'accélération de la transition écologique selon trois échelles d'intervention : la métropole, le quartier et l'humain. Le Plan Climat 2020-2030 de la Ville de Montréal propose cinq chantiers pour améliorer la situation écologique montréalaise, lesquels regroupent 46 actions distinctes. Le premier chantier, la mobilisation de la communauté montréalaise, vise notamment à impliquer la communauté montréalaise pour mener la transition écologique dans tous les quartiers. D'autres documents, tels le Plan directeur de gestion des matières résiduelles (PDGMR) 2020-2025, précisent les objectifs dans des domaines spécifiques de l'environnement. On constate ainsi que le cadre de planification de la Ville prend au sérieux le virage écologique.

### **Des initiatives locales**

Plusieurs organisations locales, publiques, citoyennes ou communautaires, font également la promotion de l'écocitoyenneté. L'arrondissement Saint-Laurent organisait par exemple en 2019 la première édition du Rendez-vous de l'écocitoyen, un événement familial visant à conscientiser aux enjeux en lien avec l'environnement. Le Réseau écocitoyen de Saint-Lambert regroupe des citoyens désirant faire une différence pour l'environnement. La Société écocitoyenne de Montréal SEM dans le quartier Sainte-Marie propose une diversité d'initiatives d'éducation ou de verdissement, notamment la création d'un réseau de ruelles vertes animées. Le regroupement Éco-citoyens Chambly a pour but de sensibiliser aux problématiques environnementales, favoriser le sentiment d'appartenance, encourager la participation citoyenne et promotion de comportements éco-responsables. Mises ensemble, ces initiatives sensibilisent aux enjeux environnementaux, unissent la communauté et produisent des résultats concrets.

### **Des gestes individuels**

Pour certains, l'écocitoyenneté vient combler un besoin d'agir concrètement, à échelle humaine, et sans dépendre des institutions (Arpin-Simonetti (2016), tandis que d'autres croient plutôt qu'elle devrait constituer une démarche essentiellement politique (Sauvé, 2016). Selon Arpin-Simonetti (2016), l'écocitoyenneté permet une « myriades d'initiatives citoyennes de transition », comme par exemple les ruelles vertes ou des exercices de démocratie directe. Bérubé (2020) définit l'écocivisme comme une pratique citoyenne responsable envers l'environnement, consciente des actes au quotidien et prenant des moyens concrets pour réduire l'empreinte écologique. L'objectif est de changer son comportement à la hauteur de son pouvoir d'agir, « chacun [ayant] son rôle à jouer dans la « cité » partagée » (Centr'ERE, 2018).

La consommation responsable, notamment commerce équitable, constitue une stratégie écocitoyenne populaire (Seyfang, 2004; Séguin, De Conninck et Tremblay, 2005). Celle-ci fait entrée la notion de citoyenneté dans la sphère privée, l'écocitoyenneté constituant selon certains la seule forme de citoyenneté agissant sur les sphères publique et privée (Naoufal, 2016). Une autre stratégie écocitoyenne est celle de l'autopartage et mise sur la fonctionnalité ou l'usage plutôt que la possession

d'un véhicule. Selon Carry : « Consommer l'usage est un moyen de répondre à la quête de sens dans sa consommation tout en satisfaisant ses besoins quotidiens » (Carry, 2014 : 95).

Une recension sélective d'articles et de sites Web proposant des listes de gestes environnementaux montre la grande variété d'actions possibles (annexe). Celles-ci touchent à toutes les sphères de la vie, que ce soit l'alimentation, le transport, l'énergie, la gestion des déchets ou la consommation. Ces actions sont effectuées dans différents lieux (maison, école, travail), moments de la journée (matin, soir), contextes (vacances), et activités (déplacements, sports). Combinées, elles participent à l'avènement d'un « nouveau type de citoyen » (Jacqué, 2003).

### **L'écocitoyenneté et l'urbanisme transitoire**

Comme nous venons de le voir, l'écocitoyenneté peut prendre des formes variées et s'appliquer à des contextes individuels et collectifs. Plusieurs liens peuvent être fait avec l'urbanisme transitoire. Comme cette approche privilégie la remise en service de bâtiments désaffectés et sous-utilisés, elle contribue par exemple à prolonger la durée de vie des bâtiments. Cela permet d'éviter une démolition-reconstruction qui conduirait à un bilan en matériaux et en énergie et à un passif environnemental plus lourd.

Le cadre expérimental des projets transitoires permet aussi aux participants d'élaborer diverses activités à valeur écologique, qu'il s'agisse d'agriculture urbaine, de recyclage ou de (sur)valorisation, ou d'échanges de biens. Les missions qui animent souvent les groupes et les personnes qui investissent les bâtiments en transition peuvent plus largement amener un renouvellement des pratiques écologiques.

Un autre élément à considérer est que l'urbanisme transitoire peut offrir des espaces propices à l'apprentissage collectif continu notamment des formes de citoyenneté. Ils peuvent aussi servir de plateformes pour un partage de connaissances en matière d'environnement. Finalement, la diversité des points de vue et des expertises des participants peut amener des croisements fertiles susceptibles de faire émerger des nouvelles perspectives et des nouvelles possibilités d'action.

### **Quelques pistes de réflexion**

Que doit faire l'écocitoyen? Comment peut-il orienter son action? Sur quoi se baser pour changer son comportement? Notre recension de gestes écoresponsables en l'annexe, bien que sélective, montre à quel point cela peut vite devenir exigeant si l'on souhaite adopter un comportement parfaitement écoresponsable. Si les personnes pleinement engagées envers l'environnement parviennent à mettre en pratique la plupart de ces gestes, on ne peut cependant pas s'attendre à ce que tous les citoyens en fassent autant. Un travail de hiérarchisation et de priorisation des actions reste donc à faire, pour que même les personnes ou les ménages contraints par le temps, les ressources, la capacité ou la motivation puissent participer à leur mesure. L'éducation à l'environnement doit également devenir la norme, afin de sensibiliser et d'informer la population aux préoccupations écologiques et les intégrer dans le débat public. De plus en plus de collectifs sont animés de missions écologiques et sociales, offrant des occasions variées de s'impliquer. La croissance et la diversification des produits écologiques, biologiques et équitables permet aussi à de plus en plus de consommateurs d'acheter selon leurs valeurs.

Pour aider à démocratiser l'écocitoyenneté, nous suggérons en conclusion quelques pistes de réflexion pouvant guider l'action au quotidien et accompagner tout au long du parcours de vie. Plutôt que des

mesures spécifiques, celles-ci ont plutôt un caractère général permettant de s'adapter aux contextes multiples.

- **Penser et agir localement et globalement** : Une variation sur la maxime *Think globally, Act locally*, on peut considérer les enjeux environnementaux qui affectent autant la planète que notre milieu de vie. Que nous soyons dans notre quartier ou en voyage, en déplacement ou à l'épicerie, on peut essayer d'agir avec une conscience écologique.
- **Explorer le territoire** : Pour prendre le pouls de notre environnement et de sa vulnérabilité, rien de tel que d'arpenter le territoire, apprivoiser la diversité de ses écosystèmes, contempler ses paysages dans leur saisonnalité, prendre la mesure des distances et aller à la rencontre des communautés qui l'habitent.
- **S'inscrire dans la durée** : Il peut être utile de se plonger dans le passé, de prendre conscience des progrès en cours, et d'imaginer le monde dans lequel vivront les futures générations. Cela aide à donner un sens aux efforts consentis et à se propulser vers l'avenir. Comme le veut l'adage : savoir d'où l'on vient aide à savoir où l'on va.
- **Continuer d'apprendre** : Beaucoup d'informations sur l'environnement sont désormais accessibles en ligne, les enjeux relatifs à l'écologie sont plus que jamais abordés dans les médias, et plusieurs programmes éducatifs en lien avec les sciences de la vie sont offerts. Autant d'éléments qui permettent d'accroître notre littératie environnementale.
- **Changer progressivement** : L'ampleur de la tâche peut paraître insurmontable et condamner à l'inaction, surtout lorsqu'il est question des changements climatiques. Pour éviter cet écueil, il peut être utile de changer graduellement ses habitudes de vie et d'y aller un geste à la fois. Les résultats concrets observables, sur nous-même et notre milieu de vie, peuvent constituer une motivation pour continuer.
- **S'allier et participer** : Bien que plusieurs gestes puissent se faire à l'échelle individuelle, il peut être intéressant de rechercher les collaborations pour multiplier leur impact, apprendre des autres et sentir que l'on fait partie d'un mouvement collectif. Une telle participation aide à créer du capital social et à renforcer les liens de solidarité.
- **Choisir l'optimisme** : Les discours alarmistes ou apocalyptiques peuvent être paralysants et induire un pessimisme contre-productif. Pour contrer le biais de négativité qui nous guettent tous, on peut s'attarder aux progrès effectués en matière d'environnement et aux changements dans notre mode de vie. Un optimisme sain aide à agir malgré les obstacles.

## Synthèse

Notre courte revue de littérature sur l'écocitoyenneté a permis de mettre en évidence une série de thèmes, en particulier :

- La citoyenneté est d'abord une notion juridique et politique qui confère des droits, notamment en matière de vote et de participation publique.
- Plusieurs changements structurels ont participé à l'émergence de l'écocitoyenneté, notamment le caractère transnational des phénomènes environnementaux, la mondialisation et les luttes écologiques en lien avec l'exploitation des ressources et la dégradation de l'environnement.
- L'écocitoyenneté s'appuie sur une mise en relation des citoyens avec la communauté du vivant, et implique souvent une dimension identitaire.

- Certains profils sociodémographiques et typologies d'acteurs sont plus susceptibles d'adopter des comportements écoresponsables, bien que ceux-ci demeurent à la portée de tous et de toutes.
- L'éducation à l'environnement et à l'écocitoyenneté est essentielle pour former des nouveaux types de citoyens sensibles aux préoccupations écologiques et capables de participer à la vie publique.
- Le contexte actuel de planification municipale est favorable à la transition écologique et fournit un cadre propice à la floraison de l'écocitoyenneté. Plusieurs initiatives locales vont d'ailleurs dans ce sens.
- Chacun peut poser une multitude de gestes écoresponsables, comme en témoigne l'annexe qui suit.
- Finalement, nous avons proposé sept pistes de réflexion qui peuvent être appropriés de différentes façons pour contribuer à la démocratisation de l'écocitoyenneté.

## Annexe

TABLEAU : UN ÉCHANTILLON DE GESTES ÉCORESPONABLES SUGGÉRÉS PAR DIFFÉRENTES SOURCES<sup>1</sup>

Catégorie	Action	Source
Alimentation et agriculture	Suivez le nouveau Guide alimentaire canadien	La Presse
	Manger et cuisiner des aliments locaux et écologiques	Équiterre
	Jardiner écolo	Équiterre
	Adopter une alimentation bio et écologique	Planète durable
	Choisissez des aliments issus de l'agriculture écologique (par ex. les aliments certifiés avec un label agriculture biologique)	Planète durable
	Consommez plus souvent des produits locaux	Planète durable
	Mangez moins de viande, d'œufs et de produits laitiers	Planète durable
	Limitez votre consommation d'huile de palme	Planète durable
	À la pause, je ne grignote pas de portions individuelles	Mtaterre
	Je prépare mon pique-nique	Mtaterre
Transport	Réduisez vos déplacements en « auto solo » de 2 000 km par année	La Presse
	Me déplacer autrement	Équiterre
	Adapter des moyens de déplacement écologiques	Planète durable
	Préférez les trains pour parcourir les longues distances	Planète durable
	En ville, privilégiez le déplacement à pied	Planète durable
	Optez pour le vélo	Planète durable
	Partagez souvent un véhicule avec un membre de votre famille ou un collègue	Planète durable
	Misez sur les transports en commun	Planète durable
	J'adopte l'écoconduite en scooter ou en moto	Mtaterre
	J'utilise les applis mobiles pour trouver le meilleur moyen de me	Mtaterre

<sup>1</sup> Ce tableau se base sur les quatre sources suivantes : De petits et de grands gestes pour la planète : <https://www.lapresse.ca/actualites/environnement/2019-04-22/de-petits-et-de-grands-gestes-pour-la-planete>. 12 gestes. Des solutions pour changer le monde! : <https://www.equiterre.org/solution/12-gestes>. 11 gestes simples pour préserver l'environnement : <http://www.planete-durable.com/10-gestes-simples-pour-preserver-lenvironnement/>. Gestes écologiques et bons réflexes pour protéger l'environnement : <https://www.mtaterre.fr/bons-reflexes>

	déplacer	
	Je voyage léger	Mtaterre
	J'opte pour le covoiturage	Mtaterre
	Je favorise le vélo électrique	Mtaterre
	Je bouge tous les jours	Mtaterre
	Pour les vacances, je préfère le train à l'avion	Mtaterre
Consommation	Éviter la fast-fashion	La Presse
	Finie, l'eau embouteillée	La Presse
	Choisir équitable	Équiterre
	Consommer solidaire	Équiterre
	Réduire l'utilisation des produits toxiques	Planète durable
	Opter pour des vêtements écologiques	Planète durable
	Préférez les produits durable et réutilisables à tous les produits jetables ou de qualité inférieure	Planète durable
	Réparer vos divers objets brisés ou abîmés avant d'en acheter d'autres	Planète durable
	Évitez les produits avec beaucoup d'emballage et préférez les produits en vrac autant que possible	Planète durable
	Gardez votre sac d'épicerie réutilisable	Planète durable
	Ne pas surconsommer	Mtaterre
	Ne plus recevoir de publicité dans la boîte aux lettres	Mtaterre
	À l'école, choisir du matériel durable et garder ce qui peut être réutilisé	Mtaterre
	Je réduis ma consommation de papier	Mtaterre
	En vacances, se méfier des souvenirs « naturels »	Mtaterre
	Partager plutôt que d'acheter du neuf	Mtaterre
	Faire des cadeaux immatériels	Mtaterre
	Bien lire les étiquettes des produits que vous achetez afin d'éviter ceux qui possèdent trop de matières chimiques	Planète durable
Énergie et ressources	Se chauffer efficacement	Équiterre
	Économiser l'énergie	Équiterre
	Opter pour un système d'assainissement des eaux usées	Planète durable
	Réduire la consommation en eau et le gaspillage	Planète durable
	Réduire la consommation énergétique	Planète durable
	Lorsque vous vous brossez les dents, fermez le robinet, de même quand vous vous lavez les mains	Planète durable
	Installez dans votre salle de bain une pomme de douche à faible débit	Planète durable
	Mettre une carafe d'eau dans le réfrigérateur pour toujours garder de l'eau fraîche à portée de la main et éviter de faire couler l'eau du robinet à tout moment	Planète durable
	Avant de mettre le lave-vaisselle en marche, attendez qu'il soit plein	Planète durable
	Achetez de l'énergie verte (énergie éolienne, solaire et photovoltaïque)	Planète durable
	Évitez au maximum les pertes de chaleur dans votre maison en isolant vos pièces.	Planète durable
	Adaptez votre puissance énergétique à vos vrais besoins.	Planète durable
	En hiver, évitez de surchauffer les pièces et optez plutôt pour la fermeture des diverses entrées	Planète durable
	En été, privilégiez l'ouverture des fenêtres pour faire entrer de l'air plutôt que d'allumer la climatisation	Planète durable
	Après la lessive, séchez vos vêtements au-dehors pour réduire	Planète durable

	l'utilisation du sèche-linge	
	Utiliser des piles et chargeurs rechargeables plutôt que des piles jetables	Mtaterre
	Boire de l'eau du robinet	Mtaterre
	Débrancher le chargeur de batterie une fois mon portable rechargé	Mtaterre
	Couper les veilles de la télé et de l'ordinateur lorsqu'ils ne sont pas inutilisés	Mtaterre
	Baisser le chauffage dans la chambre, la nuit et quand nous n'y sommes pas dans la journée	Mtaterre
	Traquer les fuites d'eau des robinets mal fermés et les chasses d'eau détraquées	Mtaterre
Travail	Adopter des habitudes écolo au bureau	Planète durable
	Adaptez la puissance énergétique à ses vrais besoins.	Planète durable
	Pour les imprimantes, privilégiez les papiers recyclés et limitez au maximum les impressions	Planète durable
	Le soir, ne pas oublier pas d'éteindre les lumières, les ordinateurs, les imprimantes, les photocopieuses, etc. avant de rentrer chez vous	Planète durable
	Ne pas hésiter pas à sensibiliser vos collègues et employés sur ces différents gestes écologiques	Planète durable
Gestion des déchets	Mettre ses poubelles au régime	Équiterre
	Recycler les déchets à la maison et au travail	Planète durable
	Éviter de jeter les appareils électroniques (téléphones cellulaires, ordinateurs, lave-linge, etc.) et les accessoires (piles, bonbonnes de propane, batterie, etc.)	Planète durable
	Ne pas oublier de trier les déchets	Mtaterre
	Réfléchir avant d'ouvrir le frigo et ne pas laisser sa porte ouverte	Mtaterre
	Se lancer dans le recycl'art	Mtaterre
Hygiène	Fabriquer son propre dentifrice et utiliser des shampoings solides	Planète durable
	Remplacer les cotons jetables par des lingettes lavables et réutilisables	Planète durable
	Éviter d'accumuler les déchets dans la salle de bain	Planète durable
	Éviter l'usage des substances chimiques pour non seulement protéger l'environnement, mais aussi préserver sa peau, ses cheveux, ses dents, etc.	Planète durable
	Prendre une douche rapide plutôt qu'un bain	Mtaterre
Information et participation	M'exprimer	Équiterre
	M'engager	Équiterre
	Je ne reste pas seul, je convaincs les autres d'agir	Mtaterre
	Je donne de mon temps à des associations	Mtaterre
Construction	Cessez de goudronner votre entrée	La Presse
	Construire et rénover de façon durable et verte	Équiterre

## Bibliographie

### Articles et rapports

Arpin-Simonetti, E. (2016). Le réveil écocitoyen – initiatives et mobilisations. *Relations*, (786). 14-16.

Audigier, F. (2007). L'éducation à la citoyenneté dans ses contradictions. *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, 44. 25-34. DOI : 10.4000/ries.125

Carry, D. (2014). Louer ou acheter l'usage, une interprétation écocitoyenne de l'offre de service – cas des biens en partage. *Management & Avenir*, 73(7). 93-106.

Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté (Centr'ERE). (2018). *Mobiliser les acteurs du changement : Stratégie québécoise d'éducation en matière d'environnement et d'écocitoyenneté*. Université du Québec à Montréal.

Claeys-Mekdade C. (2001). Qu'est-ce qu'une « population concernée » ? L'exemple camarguais. *Géocarrefour*, 76(3). 217-223. DOI : <https://doi.org/10.3406/geoca.2001.2559>

Dean, H. (2001). Green Citizenship. *Social Policy & Administration*, 35(5).490-505.

Gabrielson, T. (2008). Green citizenship: a review and critique. *Citizenship Studies*, 12(4). 429-446. DOI: 10.1080/13621020802184275

Galichet, F. (2002). La citoyenneté comme pédagogie : réflexions sur l'éducation à la citoyenneté. *Enseignement et cultures*, 28(1). DOI: <https://doi.org/10.7202/007151ar>

Grothmann, T. Patt, A. (2005). Adaptive capacity and human cognition: The process of individual adaptation to climate change. *Global Environmental Change*, 15. 199-213.

Jacqué, M. (2003). La formation de l'écocitoyen. *Communications*, 74. 103-116.

Léveillé, J.-T., Cameron, D. (22 avril, 2019). De petits et de grands gestes pour la planète. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/actualites/environnement/2019-04-22/de-petits-et-de-grands-gestes-pour-la-planete>

Liboiron, L., Baribeau, T., Provencher, M., Langlais, J. (2008). *La biosphère, un musée écocitoyen!* Colloque « L'éducation au développement durable, de l'école au campus », Albi, 25-27 juin.

Lochak, D. (1991). *Chapitre : La citoyenneté : un concept juridique flou*. Tiré de *Citoyenneté et Nationalité*. Perspectives en France et au Québec (Colas, Emeri et Zylberberg (éd.). PUF. 179-207.

Mortreux, C., Barnett, J. (2017). Adaptive capacity: exploring the research frontier. *WIREs Climate Change*, 8. DOI : 10.1002/wcc.46

Mossé, C. (1979). Citoyens actifs et citoyens « passifs » dans les cités grecques : une approche théorique du problème. *Revue des Études anciennes*, 81(3-4). 241-249.

Naoufal, N. (2016). Connexions entre la justice environnementale, l'écologisme populaire et l'écocitoyenneté. *Vertigo : La revue électronique en sciences de l'environnement*, 16(1). <https://doi.org/10.4000/vertigo.17053>

Neveu, C. (2004). Les enjeux d'une approche anthropologique de la citoyenneté. *Revue européenne des migrations internationales*, 20(3). 1-12. DOI : 10.4000/remi.2024

Robeyns, I. (2003). *The capability approach: An interdisciplinary introduction*. International Conference on the Capability Approach, Pavie, Italie, 6 septembre 2003.

Robitaille, J. (2016). À l'école de l'écocitoyenneté. *Relations*, (786). 23-24

Sauvé, L. (2016). L'engagement écologique au cœur de la cité. *Relations*, (786). 17-19.

Scott, C. L. (15 décembre, 2015). *Les apprentissages de demain : quel type de pédagogie pour le 21e siècle?* Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

Séguin, M., De Coninck, P. & Tremblay, F. (2005). Présentation du dossier : Le contexte planétaire de l'écocitoyenneté. *Nouvelles pratiques sociales*, 18 (1), 18–25. <https://doi.org/10.7202/012193ar>

Seyfang, G. (2004). Eco-warriors in the supermarket? Evaluating the UK sustainable consumption strategy as a tool for ecological citizenship, *CSERGE Working Paper EDM, No. 04-07*.

#### Mémoires

Bérubé, C. (2010). *Changements climatiques et distorsion de la perception des québécois : de la communication à l'action*. Essai présenté en vue de l'obtention du grade de maître en environnement. Université de Sherbrooke.

Bouchard, M. et co. (2020, 27 février). *Vers une citoyenneté engagée par la pratique du dialogue philosophique*. Mémoire présenté au Ministère de l'éducation en vue du remplacement du programme d'Éthique et culture religieuse.

#### Sites Web

ADEME. Gestes écologiques et bons réflexes pour protéger l'environnement. Récupéré le 12 janvier 2021. <https://www.mtaterre.fr/bons-reflexes>

Équiterre. 12 gestes. Des solutions pour changer le monde! Récupéré le 15 janvier 2021. <https://www.equiterre.org/solution/12-gestes>

Planète Durable. 11 gestes simples pour préserver l'environnement. Récupéré le 22 janvier 2021. <http://www.planete-durable.com/10-gestes-simples-pour-preserver-lenvironnement/>

# L'émancipation citoyenne

« On ne naît pas « bon citoyen », on le devient »

(Tremblay, 2011 : 14)

## Contenu

- Introduction
- Crise de confiance institutionnelle
- L'émancipation des groupes minorisés
- La participation citoyenne
- Émancipation et éducation
- D'autres stratégies d'émancipation
- Quelques bénéfiques
- Émancipation et urbanisme transitoire
- Quelques pistes de réflexion
- Synthèse
- Bibliographie

## Introduction

L'émancipation citoyenne concerne tout le monde. Comment chacun peut-il se faire entendre, faire respecter ses droits, participer au pouvoir public et contribuer à l'évolution de la société à sa mesure? Comment peut-on aider les personnes plus vulnérables et les groupes minorisés à s'épanouir pleinement? Le dictionnaire Larousse définit ainsi l'émancipation : « Action de s'affranchir d'un lien, d'une entrave, d'un état de dépendance, d'une domination, d'un préjugé »<sup>2</sup>. Selon Chenut (2020) :

« Avec le langage, l'émancipation est certainement ce qui définit le mieux le patrimoine commun de l'humanité. L'aspiration humaine à la liberté trouve un écho concret dans ce mot qui nous vient du latin *emancipare* : « affranchir un esclave ». La question de l'émancipation a toujours été au cœur de l'inlassable rébellion humaine contre l'oppression et donc de notre histoire. » (Chenut, 2020)

L'émancipation constitue une préoccupation grandissante dans nos sociétés modernes pluralistes et souvent soucieuses d'offrir à chaque citoyen une égalité des chances. Ce document propose une brève synthèse de lectures sur le thème de l'émancipation citoyenne, et brosse un portrait des enjeux

---

<sup>2</sup><https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/%C3%A9mancipation/28505#:~:text=Action%20de%20s'affranchir%20d,L'%C3%A9mancipation%20de%20la%20femme.>

soulevés par les chercheurs, les acteurs et les organisations qui s’y intéressent. Nous concluons en faisant des liens avec l’urbanisme transitoire et en proposant quelques pistes de réflexion générales.

### **Crise de confiance institutionnelle**

Plusieurs observateurs ont constaté un déficit démocratique dans les sociétés occidentales à partir des années 90, notamment une baisse de la participation citoyenne dans les instances publiques (Talpin (2008). Ces sociétés, pour Goupil (2019), vivent une crise de sens et de la pratique publique, dont l’abstention électorale, la baisse du bénévolat et le repli sur soi sont quelques symptômes. Les causes de ce phénomène sont multiples. Selon Maioux-Béïque (2006), la diminution du pouvoir citoyen s’explique en partie par la domination de la sphère économique et des grandes corporations sur les institutions politiques. D’autres attribuent la baisse de participation aux affaires publiques à la montée de l’individualisme dans les sociétés contemporaines (Talpin, 2008).

Certains proposent des solutions pour renverser cette tendance. Ainsi, pour rétablir la relation entre les pouvoirs publics et les citoyens, Goupil croit qu’un sens de la citoyenneté doit être redynamisé (Goupil, 2019). Pour l’auteur, celle-ci permet de dépasser les identités culturelles, sociales et politiques et d’être un membre de la cité. Pour rebâtir la confiance dans les institutions et favoriser la participation locale, Daug suggère d’insister sur la communication politique, la participation numérique et la mise en débat des choix d’investissement (Daug, 2017).

### **Émancipation des groupes minorisés**

L’histoire de l’émancipation citoyenne remonte à plusieurs siècles. Selon Weill (2000), l’émancipation de plusieurs minorités sociales, qu’il s’agisse des juifs, des serfs en Europe, des esclaves dans les colonies ou encore des femmes, s’est faite grâce à l’accession aux droits civiques et à la citoyenneté. Les droits civiques, par exemple le droit de vote, n’entraînent cependant pas automatiquement une égalité de fait, comme en témoignent la violence à l’égard des femmes, les problèmes d’accès au logement, ou les discriminations à l’embauche (Weill, 2000).

Le mouvement d’émancipation des femmes constitue un exemple d’émancipation majeur dans l’histoire. Au Québec, ce mouvement se développe sur plusieurs périodes, auxquelles correspondent des stratégies distinctes (Cohen, 2010). La période 1890-1920 correspond à un féminisme des droits et à une revendication pour obtenir le droit de vote. La période 1920-1970 est celle du féminisme social et des demandes de protection pour les enfants et les familles par les « maternalistes ». La période 1960-1980, en opposition aux mouvements féministes passés, défend un féminisme individualiste comme politique d’émancipation. Selon Cohen (2010) : « Au Québec, comme ailleurs, le mouvement en faveur de l’égalité des droits a prédominé, visant avant tout l’obtention d’une égalité des femmes comme individus, sans pour autant déboucher sur une représentation politique égale des femmes » (Ibid. : 62-63).

Dans la société capitaliste actuelle, Maioux-Béïque (2006) considère que la citoyenneté a une dimension plus individualiste que collective. Les médias conçoivent les citoyens comme des consommateurs et des spectateurs (de nouvelles, d’information, etc.), plutôt que comme des acteurs. Pour l’auteur, le mouvement de démocratisation des médias peut agir comme contrepoids en permettant une appropriation citoyenne des moyens de communications, comme dans le cas du journal L’Itinéraire. Une telle plateforme médiatique donne une voix à des personnes marginalisées et souvent exclues de la participation publique (Maioux-Béïque, 2006).

Selon Tremblay (2011), les personnes ayant des limitations fonctionnelles doivent acquérir des compétences citoyennes si elles veulent accéder à l'exercice de leurs droits politiques, ce qui suppose l'existence d'espaces civiques où elles peuvent prendre la parole pour se faire entendre. Il s'agit là de l'étape la plus récente dans un processus d'émancipation qui a commencé beaucoup plus tôt. Ainsi :

« Le mouvement d'émancipation des personnes ayant des limitations fonctionnelles s'inscrit dans un long processus historique, marqué par au moins deux révolutions qui leur ont permis d'acquérir progressivement la reconnaissance de leurs droits. Une première révolution, qu'on a appelée désinstitutionalisation, dans le courant des années 1970, concerne la reconnaissance de leurs droits civils. La seconde révolution, à partir des années 1980, a été dominée par la reconnaissance de leurs droits sociaux, économiques et culturels. Enfin, une troisième révolution, en cours, est nécessaire afin que soit reconnus leurs droits politiques et afin qu'elles puissent exercer une citoyenneté active, à part égale et entière. » (Tremblay, 2011 : 7)

Aussi, une composante essentielle de la participation à la citoyenneté est l'éducation de base, en particulier la capacité de savoir lire et écrire. Selon l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI) en France, il faut lutter contre l'illettrisme pour permettre à tous et à toutes de comprendre et d'exercer ses droits : « L'accès aux droits, l'émancipation citoyenne sont de véritables enjeux de la lutte contre l'illettrisme... Cela permet l'émancipation citoyenne, l'une des clés à la vie démocratique française. »<sup>3</sup>

## **La participation citoyenne**

La capacité de participer aux affaires publiques et à la vie en société constitue ainsi une condition essentielle à l'émancipation des citoyens. Cette participation prend des formes variées, s'effectue dans des lieux et des organisations divers, et soulève des enjeux particuliers.

La rencontre internationale des villes sans peur (*Fearless cities*), qui a eu lieu à Barcelone en 2017 à l'invitation de *Barcelone en Comú*, une plateforme citoyenne constituée en partie politique, réunissait des représentants de différentes municipalités à travers le monde qui ont été transformées par des mouvements citoyens revendiquant une participation au pouvoir (Daug, 2017). Daug parle de la « force des revendications d'émancipation citoyenne, de justice sociale et d'éthique, qui amène des mouvements citoyens à « remporter des villes » et exercer le pouvoir en commun » (Ibid. : 2). Ce « municipalisme », qui vise une plus grande autonomie des villes par rapport à l'État et la reconnaissance des libertés locales<sup>4</sup>, a été déclenché par des situations de crise souvent semblables : grandes inégalités socioéconomiques, corruption du pouvoir en place, incapacité des gouvernements à répondre aux besoins urgents de la population. Selon Carrel (2013), la participation citoyenne constitue l'un des meilleurs leviers pour régénérer la démocratie. Cette démocratisation de la gouvernance peut particulièrement contribuer à l'émancipation des personnes dont la situation est précaire, ou qui sont les plus éloignées de la parole publique.

Cette participation s'appuie sur une conception active de la citoyenneté, laquelle consiste à exercer ses droits civiques, politiques et sociaux dans le cadre de pratiques participatives à différents niveaux : local,

---

<sup>3</sup> <http://www.anlci.gouv.fr/Sphere-Sociale-Citoyenne-et-Culturelle/Pour-l-acces-de-tous-a-Vie-citoyenne>

<sup>4</sup> <https://m.uneseuleplanete.org/Qu-est-ce-que-le-municipalisme>

national, transnational ou supranational. Cette participation repose nécessairement sur l'inclusion sociale et un sentiment d'appartenance communautaire (Jansen et co., 2006).

Selon Tremblay, la participation citoyenne s'inscrit dans un vaste courant qu'il qualifie de « nouvelle gouvernance », fondée non seulement sur des principes de saine gestion des affaires publiques, mais également sur la reconnaissance des droits universels (Tremblay, 2011). Daug (2017) mentionne toutefois la difficulté de passer de l'activisme citoyen à la gestion publique, qui requiert des compétences spécifiques (Daug, 2017). Pour Carrel (2013), la complexité de l'action publique, utilisée par certains comme un argument pour discréditer la participation citoyenne au pouvoir, constitue au contraire un argument en faveur de celle-ci. En effet, une hybridation des expertises citoyennes et politiques permettrait de répondre à cette complexité. Selon l'auteur, les institutions devraient favoriser la codécision et associer les citoyens dans la définition des orientations et des politiques et dans l'allocation des ressources (Carrel, 2013).

La citoyenneté peut s'exercer à différents niveaux de gouvernement : local, national, supranational. Selon Goupil (2019), elle devrait principalement se vivre à l'échelle locale, dans les villes et villages de France. Bauböck (2019) se demande quant à lui si, avec l'urbanisation croissante, les villes vont devenir la principale arène de la démocratie et de la citoyenneté, et ce au détriment des États. Bien que l'auteur ne considère pas que la citoyenneté nationale soit rendue caduque, celui-ci soutient que les villes devraient à tout le moins expérimenter avec la démocratie locale, de façon à compenser la crise de légitimité de la démocratie représentative et contrer la montée des populismes (Bauböck, 2019).

## **Émancipation et éducation**

L'éducation semble faire consensus comme vecteur d'émancipation citoyenne parmi les chercheurs et les praticiens. Par exemple, pour faciliter la transition de l'apartheid vers la démocratie en Afrique du sud, Arendse et Smith (2018) insistent sur l'importance d'opérer des réformes en éducation. Ce changement radical de société exige une éducation des citoyens faisant notamment la promotion de la citoyenneté active et de l'égalité, et condamnant le sexisme, le racisme et les différentes formes de discrimination. Cette éducation doit viser la transformation d'un système économique traditionnellement basé sur l'exclusion. Pour briser le cycle de la pauvreté, les écoles doivent devenir des agents du changement, sur le modèle de la pédagogie sociale de Paulo Freire<sup>5</sup>. L'éducation doit se faire autant à l'école, à la maison, dans la communauté que sur Internet. Celle-ci permet d'accroître les capacités des personnes à prendre des décisions éclairées et de participer aux affaires publiques et à la vie économique (Arendse et Smith, 2018).

Deux courants en éducation citoyenne se retrouvent dans la littérature. Le premier, « académique », insiste sur l'obtention de connaissances et la contribution des systèmes d'éducation pour développer les compétences civiques. Le deuxième privilégie plutôt « l'expérience et l'engagement civique des personnes, au sein de groupes et d'associations, ce qui leur permet d'acquérir des compétences nécessaires pour travailler en équipe, faire valoir leur point de vue, délibérer ou négocier en groupe » (Tremblay, 2011 : 14). Cette deuxième approche a l'avantage de soutenir l'intérêt et la motivation des personnes, de renforcer le sentiment d'appartenance et de développer l'identité sociale. Ces deux approches participent selon l'auteur au processus de socialisation politique (Tremblay, 2011). Jansen et co. (2006) insistent quant à eux sur l'adoption d'une perspective d'apprentissage qui s'échelonne sur

---

<sup>5</sup> Nous abordons la pédagogie sociale un peu plus loin.

tout le cycle de vie, alimentée par les apprentissages formels, informels et non-formels. Un nombre croissant d'initiatives et de programmes éducatifs pour répondre aux situations variées des citoyens et des groupes sociaux, entre autres les trajectoires faisant la promotion de l'accès au marché du travail pour certains groupes à risque, les programmes d'intégration pour les immigrants, le développement communautaire pour les quartiers défavorisés, et l'éducation morale.

Dans la perspective de la pédagogie sociale, qui se veut critique de la réalité sociale, chacun peut « construire des collectifs qui soient émancipateurs, sources de transformation sociale »<sup>6</sup>. L'Association Terrain d'Entente vise par exemple à construire une communauté éducative comprenant les parents et les acteurs du champ éducatif pour éviter l'exclusion des familles plus pauvres. Pour que l'éducation fonctionne, il est très important de construire un sentiment de sécurité pour les enfants.

Arendse et Smith (2018) croient que l'éducation citoyenne doit pouvoir, dans le contexte mondialisé contemporain, faire le lien entre les contextes local, national et international. Même si elle est ancrée dans des problématiques locales, la citoyenneté est appelée à s'inscrire dans une compréhension d'enjeux plus larges ou à s'inspirer de modèles développés ailleurs.

### **D'autres stratégies d'émancipation**

En France, il existe plusieurs instances publiques visant à inclure des citoyens dans les processus décisionnels, par exemple les budgets participatifs, les conseils citoyens ou les démarches de coconstruction. Les nouvelles approches de l'urbanisme transitoire et tactique permettent aussi d'appuyer des initiatives citoyennes de « réappropriation des espaces collectifs de façon ludique et créative »<sup>7</sup>. Des organisations sans but lucratif telles que Empreintes citoyennes visent à « promouvoir, réenchanter et émanciper la citoyenneté; apporter du sens à la définition et à la pratique citoyenne; faire de la citoyenneté une valeur fédératrice et collective; faire émerger la notion d'intérêt général; combattre les défiances sociales et politiques. »<sup>8</sup> À Montréal, le mouvement Initiatives de Transition, une initiative contribuant à la transition socioécologique, participe à l'émancipation citoyenne dans un cadre résolument écologique (Lebrun-Paré, 2018).

Une autre stratégie de plus en plus abordée par les chercheurs depuis quelques années est celle de l'émancipation numérique. Cela constitue un enjeu important puisque, en France par exemple, près de 13 millions de Français éprouveraient des difficultés face au numérique (Mahé, 2018). Par manque d'équipement ou de maîtrise des technologies, cette « fracture numérique » menace la cohésion sociale. Celle-ci affecte particulièrement les populations rurales, les individus peu qualifiés et à faible revenu, et les familles monoparentales. Les compétences numériques contribuent à l'autonomie des citoyens en donnant accès aux services, aux droits et à l'information (Mahé, 2018). Pour certains, les citoyens ont un droit à la connaissance, et les technologies numériques contribuent à l'avènement d'une « démocratie cognitive » (Proulx, 2015). Bien que ces technologies puissent être des « vecteurs d'émancipation », elles peuvent aussi être causes d'alinéation en créant de la dépendance et une déconnexion du monde réel (Proulx, 2015).

---

<sup>6</sup> L'Association Terrain d'Entente : <https://www.cairn.info/revue-cahiers-du-developpement-social-urbain-2017-2-page-26.htm>

<sup>7</sup> <https://medium.com/@alturbaine/lespace-public-de-l-exp%C3%A9rimentation-%C3%A0-l-%C3%A9mancipation-citoyenne-773357635013>

<sup>8</sup> <https://empreintes-citoyennes.fr/>

Une autre stratégie, de plus en plus mise en pratique par les gouvernements de proximité depuis la fin des années 80, est celle du budget participatif. Talpin (2008) a effectué une étude longitudinale sur deux ans de trois institutions ayant testé le budget participatif en France, en Italie et en Espagne. L'auteur constate que la participation à un tel exercice nécessite la maîtrise de normes discursives, notamment l'art de l'argumentation et la capacité de s'exprimer publiquement, et que celle-ci est malheureusement souvent déficiente chez les participants, ce qui les empêche de contribuer pleinement. Pour cette raison, mais aussi en raison de la désillusion de certains quant à son impact réel et la perception d'une instrumentalisation politique, Talpin observe un fort taux de roulement des citoyens impliqués dans les budgets participatifs. L'exercice permet cependant d'acquérir de nouvelles habiletés, des compétences techniques et politiques, et des savoir-faire pratiques. Dans certains cas, il même fait bifurquer les trajectoires personnelles et professionnelles de certains participants, qui se sont ensuite investis dans d'autres organisations ou se sont fait élire (Talpin, 2008).

### **Des bénéfices de la participation**

Selon Chenut, l'émancipation répond à : « l'ambition d'individuation, à savoir celle de l'individu se libérant de l'état dans lequel la société entend le contraindre »<sup>9</sup>. L'objectif premier de l'école serait de former des citoyens et des citoyennes libres et éclairés, capables de prendre leurs destins individuel et collectif en main. Higgins (1999) soutient que les gens qui participent dans des groupes ou des mouvements sociaux sentent qu'ils ont plus de pouvoir et de contrôle sur leur vie, de confiance dans leurs habiletés personnelles, de connexion avec les autres, et une plus grande dignité.

Un bénéfice potentiel important de la participation citoyenne dans les affaires publiques est une plus grande confiance dans les institutions. Chenut croit par exemple que « associer les citoyennes et les citoyens à l'élaboration d'une ambitieuse politique de santé publique permettrait non seulement à cette politique d'être largement comprise et acceptée, mais participerait également à l'éducation populaire aux questions de santé publique et lèveraient des appréhensions légitimes, en particulier sur la politique vaccinale »<sup>10</sup>. La participation est susceptible d'accroître l'acceptation des politiques publiques, d'offrir une meilleure compréhension des enjeux en cause, de réduire les risques perçus et, plus largement, de combler le déficit démocratique.

### **Émancipation et urbanisme transitoire**

L'urbanisme transitoire peut également jouer un rôle pour favoriser l'émancipation citoyenne. D'abord, l'organisation d'un projet transitoire se fait souvent de façon ascendante, à partir de groupes sociaux à la recherche d'espaces à faibles coûts d'exploitation et d'entretien pour mener diverses activités culturelles, sociales, éducatives ou encore ludiques. La prise en charge citoyenne et communautaire de ces lieux offre l'occasion à des personnes de prendre le contrôle d'un projet porteur de sens, et de le mener à bout en participant aux processus de planification, de gestion et de négociation nécessaires à sa mise en œuvre.

L'urbanisme transitoire soutient des valeurs d'inclusion sociale, et s'effectue dans l'optique d'offrir des espaces participatifs à des groupes de citoyens plus vulnérables ou des groupes minorisés. Ces espaces

---

<sup>9</sup> <https://www.humanite.fr/lemancipation-cle-de-la-citoyennete-697503>

<sup>10</sup> Ibid.

peuvent servir de supports physiques pour le développement de compétences qui permettent l'expression de soi, augmentent l'autonomie et favorisent l'épanouissement individuel et collectif.

Les activités qui y sont tenues peuvent aussi contribuer de différentes façons à l'éducation de ceux qui y participent, de façon formelle et informelle, en mélangeant les connaissances théoriques et pratiques, locales et internationales. Les espaces occupés peuvent constituer des tiers-lieux agissant comme compléments des écoles, qui dans certains cas peuvent repousser les citoyens moins à l'aise dans un cadre institutionnel. Ils peuvent également constituer des lieux propices à la créativité et à l'expérimentation, et libérer un potentiel encore inexploité.

Un dernier élément est que l'urbanisme transitoire, par opposition aux autres types d'occupations non-permanentes (éphémères, temporaires, etc.), vise à alimenter la forme et le contenu de l'occupation permanente à venir. Il offre ainsi la possibilité aux participants de proposer des idées et de concevoir des modèles pour l'occupation projetée des espaces en transition. Cela permet à des citoyens de contribuer au changement et d'avoir un impact concret sur leur monde de demain.

### **Quelques pistes de réflexion**

Les thèmes et les enjeux discutés précédemment nous ont inspirer quelques pistes de réflexion générales, dont voici quelques-unes :

- **Une émancipation à géométrie variable** : Tous les individus et les groupes ne vivent pas la même situation, n'ont pas les mêmes aspirations, les mêmes outils et les mêmes difficultés à surmonter. Une « politique » de l'émancipation se doit de prendre en compte ces différences, au lieu d'appliquer une solution unique.
- **Multiplier les formes d'engagement** : Pour faciliter la participation des citoyens aux instances décisionnels et aux projets de société, les formes d'engagement collectif doivent se multiplier et de nouvelles doivent être expérimentées. Ainsi pourrions-nous trouver les recettes qui fonctionnent et des modèles qui conviennent aux différents groupes et aux différentes situations.
- **Transformer la structure du pouvoir** : La multiplication des formes d'engagement peut potentiellement amener à terme la structure du pouvoir à être plus participative. Avec la montée en compétences des citoyens dans les structures décisionnelles, c'est la société tout entière qui gagnera en horizontalité et en intelligence collective.
- **Deux grands objectifs de l'émancipation** : Il semble que l'émancipation recouvre deux grands objectifs complémentaires. D'une part, le développement de personnes autonomes qui ont un plus grand contrôle sur leur vie. D'autre part, l'inclusion des personnes plus vulnérables dans le fonctionnement collectif de nos sociétés. Le premier est plus individuel, tandis que le deuxième est plus social.
- **Se concentrer sur les plus vulnérables** : Une attention particulière doit être consacrée aux personnes les plus vulnérables. Il faut identifier les outils nécessaires à leur émancipation et leur allouer la plus grande part des ressources participatives. Non seulement les personnes visées en bénéficieront, mais la cohésion sociale et la qualité de la démocratie aussi.

### **Synthèse**

Cette recherche thématique nous a permis d'aborder quelques thèmes en lien avec l'émancipation citoyenne, que nous pouvons résumer ainsi :

- Dans un contexte de déficit démocratique et de perte de confiance envers les institutions, des voies alternatives doivent être envisagées pour favoriser la participation;
- Plusieurs minorités sociales se sont émancipées historiquement en bénéficiant de l'accès à des droits;
- La participation aux affaires publiques constitue une approche privilégiée pour l'émancipation des citoyens;
- L'éducation, tant formelle qu'informelle, constitue une stratégie de choix pour favoriser des décisions éclairées et aider à la prise de parole en public;
- Les compétences numériques sont devenues nécessaires aujourd'hui, puisqu'une bonne partie de notre vie sociale et économique se trouve sur Internet;
- Le budget participatif représente une stratégie de plus en plus populaire pour faire participer les citoyens aux affaires publiques, malgré les difficultés et les limitations liées à l'exercice;
- Un bénéfice important de la participation est la montée en compétences des citoyens, qui gagnent en contrôle, en autonomie, en confiance et en dignité;
- La participation aide également à réduire le déficit démocratique et contribue à rétablir le lien de confiance avec les institutions;
- L'urbanisme transitoire peut offrir des espaces favorisant la participation, l'éducation, et des projets qui ont du sens pour la communauté;
- Finalement, nous avons proposé quelques pistes de réflexion générales sur l'émancipation citoyenne.

## Bibliographie

### Articles et rapports

Arendse, A., Smith, J. (2018). Economic transformation and emancipation through active citizenship education. *Education in Modern Society*. BCES Conference Books, 16. 45-51.

<https://files.eric.ed.gov/fulltext/ED586145.pdf>

Bauböck, R. (16 décembre, 2019). Cities vs States: Should urban citizenship be emancipated from nationality? *European University Institute*. Robert Schuman Centre for Advanced Studies.

<https://globalcit.eu/cities-vs-states-should-urban-citizenship-be-emancipated-from-nationality/>

Carrel, M. (2013). La gouvernance est-elle démocratique? Les enjeux de la participation citoyenne. *Informations sociales*, 179. 144-151. <https://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2013-5-page-144.htm>

Chenut, E. (11 décembre, 2020). L'émancipation, clé de la citoyenneté. *L'Humanité*.

<https://www.humanite.fr/lemancipation-cle-de-la-citoyennete-697503>

Cohen, Y. (2000). Chronologie d'une émancipation. Questions féministes sur la citoyenneté des femmes. *Revue internationale d'études québécoises*, 3(2). 43-64. <https://doi.org/10.7202/1000581ar>

Daug, E. (2017). *Municipalisme : de l'émancipation citoyenne au pouvoir politique en commun*. Institut de recherche et débat sur la gouvernance (IRG). [http://www.institut-gouvernance.org/sites/default/files/note\\_municipalisme\\_sept2017\\_0.pdf](http://www.institut-gouvernance.org/sites/default/files/note_municipalisme_sept2017_0.pdf)

Goupil, J. (25 février, 2019). Faire des villages et des villes des espaces d'émancipation citoyenne. *La gazette*. Association Empreintes citoyennes <https://www.lagazettedescommunes.com/607269/faire-des-villages-et-des-villes-des-espaces-demancipation-citoyenne/>

Higgins, J. W. (1999). Citizenship and empowerment: A remedy for citizen participation in health reform. *Community Development Journal*, 34(4). 287-307. <https://doi.org/10.1093/cdj/34.4.287>

Jansen, T., Chioncel, N. Dekkers, H. (2006). Social cohesion and integration: learning active citizenship. *British Journal of Sociology of Education*, 27(2). 189-205. DOI: 10.1080/01425690600556305

Mahé, D. (14 septembre, 2018). L'inclusion numérique, clé de l'émancipation citoyenne. *La tribune*. <https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/l-inclusion-numerique-cle-de-l-emancipation-citoyenne-790415.html>

Proulx, S. (2015). Usages participatifs des technologies et désir d'émancipation : une articulation fragile et paradoxale. *Communiquer*, 13. 67-77. DOI : <https://doi.org/10.4000/communiquer.1521>

Ryan, K. (2010). Governing the future: Citizenship as technology, empowerment as technique. *Critical Sociology*, 37(6). 763-778. DOI: 10.1177/0896920510379445

Talpin, J. (2008). *Schools of Democracy: How ordinary citizens become competent in participatory budgeting institutions in Europe*. In *Learning Democracy by doing: Alternative practices in citizenship learning and participatory democracy* (Daly & co. (éd.)). 721-744.

Terrain d'Entente. (2017). La pédagogie sociale, un outil d'émancipation citoyenne. *Les Cahiers du Développement Social Urbain*, 66. 26. <https://www.cairn.info/revue-cahiers-du-developpement-social-urbain-2017-2-page-26.htm>

Tremblay, M. (2011). Le mouvement d'émancipation des personnes ayant des limitations fonctionnelles : de la reconnaissance des droits à la participation politique. *Développement humain, handicap et changement social*, 19(2). 7-22. [https://ripph.qc.ca/wp-content/uploads/2017/11/19-2-2011-Revue\\_appropriation\\_pouvoir\\_tr-1.pdf#page=9](https://ripph.qc.ca/wp-content/uploads/2017/11/19-2-2011-Revue_appropriation_pouvoir_tr-1.pdf#page=9)

Weill C. (2000). De l'émancipation octroyée à l'auto-émancipation. *L'Homme et la société*, (136-137). 3-7. [http://www.persee.fr/doc/homso\\_0018-4306\\_2000\\_num\\_136\\_2\\_3036](http://www.persee.fr/doc/homso_0018-4306_2000_num_136_2_3036)

#### *Sites Web*

Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI). Pour l'accès de tous à... la vie citoyenne. <http://www.anlci.gouv.fr/Sphere-Sociale-Citoyenne-et-Culturelle/Pour-l-acces-de-tous-a/Vie-citoyenne>

Alt.Urbaine (30 janvier, 2019). L'espace public : de l'expérimentation à l'émancipation citoyenne. <https://medium.com/@alturbaine/lespace-public-de-l-exp%C3%A9rimentation-%C3%A0-l-%C3%A9mancipation-citoyenne-773357635013>

Empreintes citoyennes. Pour un territoire citoyen. <https://empreintes-citoyennes.fr/>

#### *Mémoires*

Lebrun-Paré, F. (2018). *Articuler écologie et émancipation : la dimension critique et politique d'une initiative citoyenne de transition socioécologique*. Mémoire de maîtrise. Université de Montréal. <https://archipel.uqam.ca/11767/1/M15711.pdf>

Maioux-Béïque, I. (2006). *Échos de la marge : Médias alternatifs et émancipation citoyenne*. Mémoire du département de communication. Université de Montréal. [https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/bitstream/handle/1866/17421/Mailloux-Beique\\_Isabelle\\_2006\\_memoire.pdf?sequence=1](https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/bitstream/handle/1866/17421/Mailloux-Beique_Isabelle_2006_memoire.pdf?sequence=1)



© François Vanier 2021